Le communiste Paul Mercieca, symbole de la résistance des campagnes ?

écrit par Cyrano | 20 février 2023

Juste avant les fêtes de Noël 1980, le maire communiste de Vitry, Paul Mercieca, fit la « une » de l'actualité en osant, au grand dam de la gauche « Nouvel Obs » et de l'extrême gauche, organiser une action, avec les bulldozers de sa ville, qui rasa un foyer devant accueillir 300 travailleurs maliens. Régis de Castelnau, à l'époque membre du Parti communiste, témoigne sur le contexte de cette affaire.

https://www.causeur.fr/bulldozer-de-vitry-et-si-le-pcf-avait-raison-19545

Certes, il ne faudrait pas exonérer le PCF de sa responsabilité devant la politique migratoire de la France, dans les années 1980, ni être candide sur les dessous des discours de Marchais, de l'affaire de Vitry et de celle où Robert Hue dénonçait les trafiquants de drogue marocains de sa ville, Montigny-le-Bretonneux.

Mais il est cocasse d'écouter, plus de quarante ans après, les

propos de Georges Marchais, en se disant que les militants communistes, aujourd'hui, sont passés dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, et du peuple français, et qu'ils font partie de ceux qui leur imposent, partout dans les grandes villes, dans les communes moyennes, et à présent dans les campagnes, toujours plus d'immigrés, qu'on appelle maintenant migrants ou réfugiés.

Donc, fin décembre 1980, Paul Mercieca, aujourd'hui âgé de 90 ans, à l'époque maire de Vitry, avait réagi au fait qu'on imposait de nouveau à sa commune d'accueillir 300 Maliens supplémentaires, tout en accusant les communes de droite de refuser de les prendre. Et lui était passé à l'action, avait mis en place les moyens que lui donnait son statut de maire, avait réquisitionné les bulldozers de la ville, et avait réglé le problème.

Il avait bien sûr été lynché médiatiquement par toute la gauche, mais aussi presque toute la droite. Seul le PCF, qui savait défendre ses militants, avait assumé l'action.

Plus de quarante ans plus tard, une telle action serait-elle encore possible ? Il faut savoir que le matériel répressif s'est beaucoup durci, qu'il y a de plus en plus de caméras partout, que les citoyens sont repérables avec leurs portables et leurs GPS, et que mener de telles actions nécessite une prudence et un professionnalisme qui n'étaient pas nécessaires à l'époque.

Pour autant, qui viole la démocratie et les principes républicains dont ils se réclament, aujourd'hui, si ce n'est le pouvoir mondialiste et ses complices immigrationnistes ? Macron a annoncé, devant ses préfets, le 15 septembre, la mise en place de ce qu'il appelle la transition démographique, qui consiste à remplacer les habitants des campagnes françaises par des migrants.

Avec Macron, ne dites pas "Grand Remplacement" mais la

> *“transition démographique est une formidable opportunité pour répartir les #migrants dans les campagnes.” @Reconquete_off sera en 1ère ligne pour s’opposer à cette menace pour la sécurité et la tranquillité de nos campagnes. pic.twitter.com/SC0sUlTsmN*
>
> *— Marion Maréchal (@MarionMarechal) September 21, 2022*

Il a annoncé un projet de loi, qui devra être discuté au printemps, à l’Assemblée nationale. Mais sans attendre ce débat, il demande à ses préfets, que nous appelons les préfets Papon, de passer à l’action au plus vite, et de rendre, dans des dizaines de communes rurales, irréversibles l’implantation de dizaines de foyers d’accueil, avec leurs lots de nouveaux venus.

Le premier bras de fer s’est déroulé à Callac. Ils avaient décidé, sans consultation de la population, d’implanter un village Horizon de 70 familles africaines, situé en plein centre-ville. Des Callacois, soutenus par notre mouvance et bien d’autres mouvements, ont décidé de se mobiliser et de refuser ce projet, qui était présenté comme un laboratoire, devant servir d’exemple à d’autres communes, par le maire, Jean-Yves Rolland, de sensibilité communiste. Devant le refus majoritaire de la population, et les mobilisations qui les soutenaient, le maire a reculé, et abandonné le projet.

Très rancuniers, la gauche journalistique, politique et judiciaire, a décidé de faire payer cher ce camouflet aux principaux animateurs du combat, qui subissent des plaintes et des campagnes de presse haineuses et revanchardes. Pour autant, le régime n’a pas renoncé à ses projets, au contraire, il accélère les choses.

Ainsi, à Saint-Brevin-les-Pins, il entend, avec la complicité

du maire, Yannick Morez, et de son équipe, imposer, près d'une école maternelle, dans le quartier de la Pierre Attelée, un centre d'accueil de demandeurs d'asile de 120 personnes. Ce samedi 25 février, le collectif de défense du quartier organisera, devant la mairie, un nouveau rassemblement de protestation, avec les interventions de Gilbert Collard, déjà présent à Callac, et de nombreux porte-paroles nationaux venus soutenir les parents d'élèves, sur place.

À Corlay, près de Callac et de Saint-Brieuc, le maire, Olivier Allain, sans informer sa population, a laissé l'association Viltaïs racheter une bâtisse de 600 mètres carrés, et a profité de ses vœux pour prendre de court la population, et annoncer l'installation de cinq familles africaines.

> *Après Callac Reconquête dit NON à l'installation de 5 familles de migrants à Corlay.*
> *Le Maire l'accepte à l'insu des Corlaysiens pic.twitter.com/DkXrA4ZgLb*
>
> *— Marie-Pierre LECAT (@mplecat22) February 1, 2023*

À Beyssenac, petite ville de 357 habitants situés dans la Corrèze, le préfet, toujours avec la complicité de Viltaïs, entend imposer l'installation d'un Cada de 40 migrants, qui, par son existence, bouleverserait le mode de vie d'habitants habitués à ne pas fermer leurs portes.

https://www.fdesouche.com/2023/02/19/beyssenac-19-40-migrants-vont-debarquer-dans-un-petit-village-correzien-de-357-habitants-sans-aucune-consultation-colere-et-inquietude-des-riverains-les-gens-ne-pourront-plus-laisser-leur-po/

À Bélâbre, dans l'Indre, le conseil municipal a accepté

l’installation d’un Cada de 40 migrants, dans une petite ville de moins de mille habitants.

Et il y a sans doute des dizaines de cas que nous ignorons. Nous constatons que les habitants de ces villages, désemparés, se tournent vers ceux qui ont mené la bataille de Callac, que Jean-Yves Le Gallou qualifiait de « mère de toutes les batailles », et demandent conseil.

C’est partout le même schéma, avec les particularités locales. Les autorités mettent les élus locaux et les habitants devant le fait accompli. Le préfet, payé pour faire appliquer la politique du pouvoir, passe en force, souvent en menaçant maires et citoyens qui voudraient résister. Ils sont soutenus par les associations à migrants de type Merci, Viltaïs ou Equalis, gavées de subventions, dont les responsables touchent des salaires indécents, qui mettent en place le politique d’invasion migratoire des campagnes, en rachetant tout ce qui est possible, avec nos sous. Ils ont, sur le terrain, l’appui des miliciens de gauche, qui viennent intimider, systématiquement, les habitants des villages qui refusent d’être africanisés. Sans oublier les journalistes, locaux ou nationaux, qui font passer pour des racistes les habitants qui veulent que leur village demeure ce qu’il est, et ne ressemble pas aux coupe-gorges urbains.

Que peuvent-ils faire, face à ce rouleau compresseur ? Bien sûr, s’organiser, faire signer des pétitions, demander un référendum, monter des manifestations, mobiliser la population. Mais si, au bout d’un moment, le constat est que la démocratie n’existe plus, que le peuple n’est pas écouté, et qu’une dictature impose aux habitants une invasion migratoire dont ils ne veulent pas ?

Dans ce cas, il leur reste le choix d’accepter la défaite… ou bien de se rappeler qu’il y a 40 ans, à Vitry, un certain Paul Mercieca avait redressé la tête, en utilisant les grands moyens…

Ce qu’ont fait les habitants de Villeron, il y a quelques semaines !

https://ripostelaique.com/tziganophobie-a-villeron-ils-ont-ose-virer-les-roms.html

https://ripostelaique.com/le-communiste-paul-merciaca-symbole-de-la-resistance-des-campagnes.html